

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

EDITION

## LOIS ET ACTES REGLEMENTAIRES

paraissant le jeudi de chaque semaine

ABONNEMENTS	6 MOIS	UN AN	ABONNEMENTS ET INSERTIONS	ANNONCES ET AVIS
Côte d'Ivoire et pays de la CAPTEAO : voie ordinaire ..	10.000	19.000	Les abonnements et insertions seront adressés au Service autonome des Journaux officiels de la République de Côte d'Ivoire, B.P. V 70 Abidjan.	La ligne ..... 1.500 francs (Il n'est jamais compté moins de 15.000 francs pour les annonces).
voie aérienne ..	15.000	26.000	Toute demande de changement d'adresse devra être accompagnée de la somme de 85 francs.	Chaque annonce répétée ..... Moitié prix
Etranger : France et pays exté- rieurs communs : voie ordinaire	12.000	22.000	Les abonnements et les annonces sont payables d'avance au Service autonome des Journaux officiels de la République de Côte d'Ivoire C.C.P. 115-42 Abidjan.	Les annonces devront parvenir au plus tard le jeudi précédant la date de parution du J.O.
voie aérienne	16.000	30.000		
Autres pays : voie ordinaire ..	12.000	22.000		
voie aérienne ..	18.000	34.000		
Prix du numéro de l'année courante ....	400			
Prix du numéro d'une année antérieure ..	500			
Par la poste : majoration de 85 F par numéro.				

### SOMMAIRE

#### PARTIE OFFICIELLE

#### 1982 ACTES DU GOUVERNEMENT

##### MINISTERE DE LA JUSTICE

2 avril .... Décret n° 82-334 relatif aux personnes, œuvres ou institutions recevant des mineurs faisant l'objet d'une décision judiciaire de placement ou d'une mesure d'assistance éducative.

364  
362

##### MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

10 mars ... Arrêté n° 232 MEF. portant retrait des agréments de la société d'Assurances « La Fortune Marine Marchande ».

363

##### MINISTERE DE L'AGRICULTURE

23 mars ... Arrêté interministériel n° 13 AGRI/MINIENV. créant un comité de liaison entre les ministères de l'Environnement et de l'Agriculture.

363

##### MINISTERE DU PLAN ET DE L'INDUSTRIE

###### Secrétariat d'Etat au Plan et à l'Industrie

31 mars ... Décret n° 82-320 portant création du comité interministériel de l'Artisanat et des petites et moyennes Entreprises.

264

##### MINISTERE DU COMMERCE

1982  
5 mars ... Arrêté n° 18 MC. DDC. soumettant à homologation préalable les prix de la purée de tomates: en conserve et portant péréquation à l'importation.

365

##### MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

6 février ... Arrêté n° 08 MPT. CAB. portant organisation et attributions des services de la Caisse nationale d'Epargne.

365

##### MINISTERE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'URBANISME

25 février ... Arrêté n° 531 MCU. DCU. SDAT. — Avis n° 82-021 MCU. DCU. SDAT. prescrivant une enquête de commodo et incommodo dans la sous-préfecture de Satama-Sokora en vue de l'application du lotissement de Kombara-Mangorosso.

368

26 février ... Arrêté n° 561 MCU. DCU. SDAT. — Avis n° 82-012 MCU. DCU. SDAT. prescrivant une enquête de commodo et incommodo dans la sous-préfecture de Goulia en vue de l'application du lotissement de N'Golondié.

368

#### PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et annonces.

368

#### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT

##### MINISTERE DE LA JUSTICE

DÉCRET n° 82-334 du 2 avril 1982, relatif aux personnes, œuvres ou institutions recevant des mineurs faisant l'objet d'une décision judiciaire de placement ou d'une mesure d'assistance éducative.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du garde des Sceaux, ministre de Justice,  
Vu les articles 807 à 809 du Code de Procédure pénale ;

Vu les articles 10 et 11 de la loi n° 70-483 du 3 août 1970, relative à la minorité ;

Vu l'article 76, paragraphe 5 du Code de Prévoyance sociale ;

Le Conseil des ministres entendu,

# DÉCRÈTE :

Article premier. — Les mineurs faisant l'objet d'une mesure judiciaire de protection ou d'assistance éducative peuvent être remis à des établissements publics ou privés spécialisés.

Art. 2. — Toute personne, toute œuvre ou institution privée désirant recevoir d'une manière habituelle dans l'établissement qu'elle dirige les mineurs visés à l'article premier faisant l'objet d'une décision de placement doit obtenir une habilitation spéciale.

Art. 3. — Cette habilitation est accordée par arrêté du garde des Sceaux, ministre de la Justice.

Art. 4. — Lorsque, après enquête, il est constaté que l'établissement ne remplit pas les conditions qui ont motivé l'habilitation ou ne présente plus les garanties suffisantes, le garde des Sceaux, peut par arrêté retirer l'habilitation.

Une ampliation de cet arrêté est adressée aux premiers présidents et procureurs généraux.

Art. 5. — Les établissements recevant des mineurs en internat doivent assurer leur relèvement par un régime comportant l'éducation physique, un complément d'instruction générale et l'apprentissage d'un métier.

Un règlement intérieur établi par chaque établissement et soumis à l'agrément du ministre de la Justice précise la manière dont il sera satisfait à ces obligations.

Il appartient au garde des Sceaux, d'accorder à certains établissements une dispense portant sur celles des obligations susvisées qui seraient incompatibles avec leur caractère particulier.

Art. 6. — Est considéré comme accident du travail, l'accident survenu au mineur placé dans un centre de formation, de réadaptation ou de rééducation professionnelle par le fait ou à l'occasion de cet enseignement ou de cette formation.

Le directeur de l'établissement est tenu des obligations dictées par l'article 82 du Code de la Prévoyance sociale.

Si l'accident entraîne une incapacité permanente, partielle ou totale de travail il doit être déclaré au fonds de majoration des rentes et d'aide aux mutilés du travail qui assure le paiement de la rente éventuellement due en application de législation sur les accidents du Travail.

Art. 7. — Lorsque l'effectif des mineurs objet d'une décision de placement le justifie, l'établissement peut obtenir des ministres concernés, la mise à sa disposition du matériel, des bâtiments, du personnel d'enca-

drement et de formation nécessaires pour l'aider dans l'accomplissement de sa mission de rééducation et de formation professionnelle.

Art. 8. — Un extrait de la décision confiant un mineur à l'établissement privé est notifiée au ministre de la Justice ainsi qu'à l'établissement par le parquet près la juridiction qui a rendu la décision, lequel prend toutes mesures nécessaires pour la remise de l'enfant.

Art. 9. — Dès l'arrivée du mineur à l'établissement, un dossier est ouvert à son nom dans lequel est mentionné tout renseignement concernant sa conduite, sa santé, son instruction, son éducation professionnelle, les dépenses faites à son intention, le cas échéant son salaire ainsi que les sommes versées à un livret de caisse d'épargne qui peut être ouvert à son nom.

Art. 10. — Le livret de caisse d'épargne ouvert au nom du mineur est conservé par l'établissement jusqu'au terme de la mesure ordonnée ou jusqu'à la majorité de l'enfant.

Les fonds figurant au livret ne peuvent être retirés avant ce terme ou la majorité de l'enfant, sauf autorisation spéciale du juge des enfants dans le ressort duquel se trouve l'établissement détenteur du livret.

Art. 11. — L'établissement à qui la garde d'un mineur a été confiée ne peut, sous réserve de toutes mesures d'urgence dont il sera immédiatement rendu compte au ministre de la Justice, se décharger de cette garde qu'après avoir obtenu une décision de la juridiction compétente sur la modification du placement.

Art. 12. — L'établissement habilité à recevoir des mineurs doit :

1° Tenir une comptabilité annuelle où sont décrites toutes les opérations effectuées tant en recettes qu'en dépenses ;

2° Faire parvenir au ministre de la Justice un rapport annuel dressant le bilan du fonctionnement de l'établissement tant sur le plan administratif et financier que sur le plan éducatif ;

3° Fournir au ministre de la Justice et aux autorités judiciaires lorsqu'ils le demandent, les renseignements concernant l'amendement, la santé et les progrès accomplis par chaque mineur dans les disciplines scolaires et professionnelles ;

4° Se soumettre à tout contrôle judiciaire et administratif à toutes vérifications de sa comptabilité, de sa trésorerie et de ses magasins.

Art. 13. — Le contrôle auquel est soumis l'établissement a principalement pour but :

1° De vérifier l'application des prescriptions du présent décret et du règlement intérieur :

2° De constater que l'enfant est placé dans de bonnes conditions d'hygiène et de moralité et reçoit une formation convenable ;

3° D'examiner la comptabilité de l'établissement afin de s'assurer de l'emploi de ses ressources dans l'intérêt des mineurs.

Les personnes chargées du contrôle peuvent entendre le mineurs hors de la présence des représentants de l'établissement.

Art. 14. — Le contrôle judiciaire est exercé par le premier président de la Cour d'Appel, le procureur général, le procureur de la République ou des magistrats délégués par ces autorités, et le juge des enfants.

Le juge des enfants doit au moins une fois l'an, dans les limites de son ressort, visiter les locaux ou bâtiments dans lesquels sont placés des mineurs. Il adresse au ministre de la Justice un compte rendu de ses visites et lui signale, le cas échéant, l'opportunité de procéder à une inspection administrative.

Art. 15. — Le contrôle administratif et financier est exercé par les représentants du ministère de la Justice.

Les représentants des ministères qui détachent du personnel dans les conditions visées à l'article 7 ci-dessus exercent un contrôle sur ce personnel et son utilisation.

Art. 16. — Les établissements habilités à recevoir des mineurs dans les conditions fixées au présent décret bénéficient de subventions versées par l'Etat pour couvrir les frais d'entretien et de placement.

Les allocations familiales, majorations et allocations d'assistance auxquelles le mineur a droit sont versées directement par l'organisme débiteur à l'établissement qui a la charge du mineur pendant la durée du placement.

Art. 17. — Les frais d'hospitalisation d'un mineur objet d'une décision de placement sont pris en charge par l'Etat.

Art. 18. — Des arrêtés du garde des Sceaux, ministre de la Justice, fixeront en tant que de besoin les conditions d'application des diverses dispositions du présent décret.

Art. 19. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 2 avril 1982.

Félix HOUPHOUET-BOIGNY.

## MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

ARRÊTÉ n° 232 MEF. du 10 mars 1982, portant retrait des agréments de la société d'Assurances « La Fortune Marine Marchande ».

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu le décret-loi du 14 juin 1938, unifiant le contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances de toute nature et de capitalisation et tendant à l'organisation de l'industrie des assurances ;

Vu la loi n° 62-232 du 29 juin 1962, portant réglementation des organismes d'assurances de toute nature et de capitalisation et tendant à l'organisation de la profession d'assureurs, et notamment son titre VI ;

Vu le décret du 30 décembre 1938, portant règlement d'administration publique pour la constitution des sociétés d'assurances et de capitalisation, des tontines et des syndicats de garanties pour le fonctionnement et le contrôle de ces organismes, ainsi que les textes subséquents ;

Vu le décret n° 62-372 du 17 octobre 1962, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 62-232 du 29 juin 1962 sur l'organisation de l'industrie des assurances ;

Vu l'arrêté n° 2856 FAEP. ASS. du 10 décembre 1963, portant agrément de sociétés d'Assurances « La Fortune » ;

Vu la lettre n° 2856 FAEP. du 19 décembre 1963, portant agrément du représentant légal de la Fortune,

### ARRÊTE :

Article premier. — Il est mis fin, à compter de la date du présent arrêté, à tous les agréments de la société d'Assurances « La Fortune Marine Marchande », dont le siège social est sis 18, rue Vivienne 75002 Paris, France.

Art. 2. — Il sera procédé à la liquidation de la société « La Fortune Marine Marchande », conformément aux dispositions légales et réglementaires susvisées.

Art. 3. — Le directeur des Assurances par *interim* est chargé de l'application du présent arrêté qui prend effet à la date de sa signature et qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 10 mars 1982.

ABDOULAYE KONE.

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL n° 13 AGRI./MINIENV. du 23 mars 1982, créant un comité de liaison entre les ministères de l'Environnement et de l'Agriculture.

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT,

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,

Vu le décret n° 81-736 du 2 septembre 1981, fixant les attributions du ministre de l'Environnement et portant organisation de son ministère ;

Vu le décret n° 75-312 du 9 mai 1975, portant attributions du ministre de l'Agriculture,

### ARRÊTENT :

Article premier. — Il est créé entre les ministères de l'Environnement et de l'Agriculture, un comité de liaison chargé notamment :

1° D'établir la liste des questions dont la solution appelle une prise de position commune aux deux ministères afin :

— De favoriser le développement de l'Agriculture et de l'agro-industrie dans le respect de l'Environnement ;

— D'encourager et, ou entreprendre toute action tendant à l'amélioration du milieu naturel et relevant des attributions du ministre de l'Agriculture.

2° De susciter la mise en place de groupes de travail (intérieurs ou non au comité) pour l'étude des questions évoquées au paragraphe premier ci-dessus ;